

LE MESSAGER

du Moyen Chari www.sarh.info

N°013 du 17 au 31 avril 2006 - 1ère année - 100F cfa - Tél: (235) 37 95 20

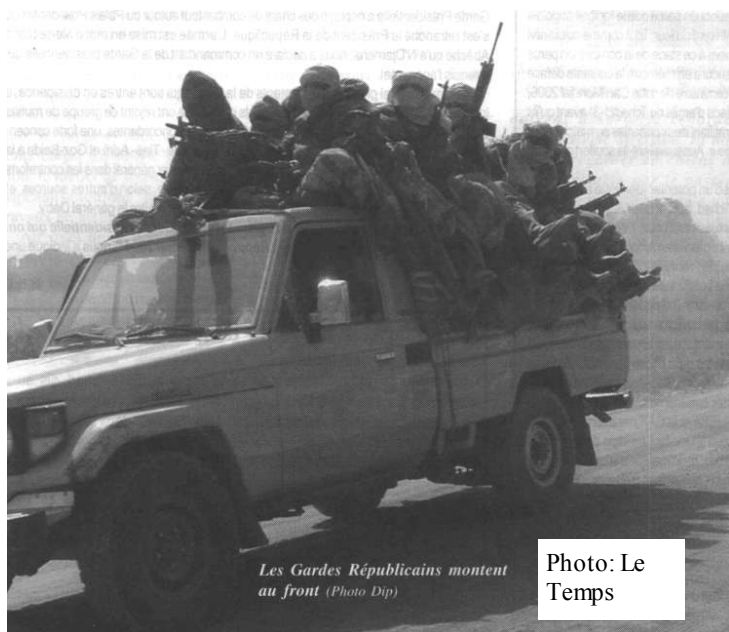
Bimensuel Indépendant d'Informations générales et d'analyse impartiale

A lire sur le site: www.sarh.info

Directeur de Publication: Allako-as Mandibaye

Le Tchad va inéluctablement vers un chaos quand le pouvoir refuse tout appel à la paix et à la réconciliation

Pouvoir sur le qui-vive



Les Gardes Républicains montent au front (Photo Dip)

Photo: Le Temps

Minimisation

« Ah les gens de l'Est, sont 6.000, puissamment armés. C'est le mot qu'on emploie, puissamment armés. Ils vont marcher sur N'Djaména. Puissamment armés, ils vont prendre le pouvoir. Mais ils oublient que moi je suis un vieux soldat, je suis là, je veille. Je suis la sentinelle la plus avisée. Ce n'est pas parce que Idriss Déby a marché sur N'Djaména à partir de l'Est que n'importe quel aventurier va marcher sur N'Djaména à partir de l'Est. Ce n'est pas possible, ce n'est pas vrai! On n'est pas les mêmes personnes. Moi, je ne suis pas un aventurier, eux ce sont des aventuriers » Extrait d'un discours de Déby minimisant les groupes politico-militaires le 16 novembre 2005. Aujourd'hui, Déby Itno comprend que ce ne sont pas des aventuriers mais des vaillants soldats déterminés pour renverser son pouvoir. Déby s'agite fébrilement en accusant de tous les maux son homologue soudanais Hassan El Béchir et en menaçant d'expulser les réfugiés soudanais sur le sol tchadien. Dans la foulée, Déby voudra aussi arrêter la production pétrolière courant avril si jamais la Banque mondiale ne lui donne pas les fonds versés et bloqués dans une banque à Londres.

Le 13 avril dernier, le régime de Idriss Déby Itno, allait, une fois de plus, être renversé n'eut été l'ingérence militaire de la France. Le Front uni pour le changement démocratique (FUCD) dirigé par Mahamat Nour Abdelkerim a lancé (avec conviction de renverser le pouvoir) une offensive contre le pouvoir de Déby. Le Fucd, après avoir pris la ville de Mongo, était à une dizaine de kilomètres de N'Djaména lorsqu'un avion militaire français a fait des tirs de « sommation » pour le repousser. Replié tactiquement, le Fucd entend revenir à la charge dans les jours qui suivent. Le pouvoir de Déby, il faut le dire sans ambage, est boudé par la quasi totalité des Tchadiens. Le Scud, un groupe politico-militaire composé majoritairement de Zagahwa et dirigé par Timane Erdimi qui n'était pas associé à l'offensive du 13 avril pourrait à son tour déclencher un de ces quatre matin son offensive. D'ailleurs, un groupe de rebelles non identifié a foncé sur N'Djaména en passant par Kyabé, Boabé, Elibongo, Bousso les 14 et 15 avril dernier. Le régime de Déby tangué depuis plus d'un an. Il le sera encore si la France persisterait dans sa conduite partisane. Désormais, c'est un régime sur le qui-vive.

Une campagne électorale morose

A Sarh, l'on ne sent pas la campagne pour les élections présidentielles de 3 mai prochain. La population ne voit peut-être pas l'enjeu de cet événement entaché d'offensives contre le pouvoir en place. L'indifférence de cette population est remarquable à Sarh.

EDITORIAL

Elèves d'aujourd'hui

Avant les années 1990, l'enseignant ou l'éducateur jouait le rôle de second père de l'enfant qui lui devait respect et considération. Aujourd'hui, l'enseignant est considéré par son élève comme une vulgaire personne qu'il gifle, bat, poignarde au vu et au su de tout le monde. « *Les enfants d'aujourd'hui sont impossibles, terribles* » se plaisent de dire tous ceux qui doivent prendre des mesures drastiques pour un changement de comportement de tout élève belliqueux, déviant. Les uns accusent les autres. Les enseignants accusent les parents, les parents accusent les administrateurs des écoles et les autorités politiques et judiciaires. Les élèves, eux, ne semblent pas être inquiétés. Eu égard à tout ce qui trame, il est clair que la responsabilité est partagée à différents niveaux. Et le système de recrutement des élèves dans les écoles primaires, secondaires et supérieures est à repenser. Hier c'était N'Djaména, le lit de la violence en milieu scolaire parce que les élèves intouchables étaient nombreux. Aujourd'hui, la gangrène a atteint toutes les villes du Tchad. Car, les intouchables sont partout. Dans la ville de Sarh où, dans la nuit des temps, le comportement des élèves servait de modèle aux autres élèves du pays, le phénomène a atteint son paroxysme cette année. Depuis février dernier, les enseignants vivent, la peur dans l'âme. Ils sont quotidiennement agressés par certains de leurs élèves. Ces derniers ne sont jamais punis.

La rédaction

EXAD, un organe d'action pour le développement

Créée il y a trois ans, Expertise et Action pour le Développement (EXAD) se veut un organe d'accompagnement des actions des organismes de développement dans le grand Moyen Chari. Rassembaye Ngardoumbaye est le responsable de cette institution dont le siège se trouve au quartier Maïgara dans le 6^{ème} arrondissement.

Interview réalisée par Allako-as Mandibaye



Exad (Expertise et Action pour le Développement) est une association créée en 2003 par des cadres originaires de l'ex Moyen Chari.

Quels sont les objectifs assignés à l'Exad ?

L'Exad est créée pour le fait que dans le Grand Moyen Chari, l'on mène des actions de développement qui, le plus souvent, n'aboutissent pas faute d'expertise. Donc, l'idée c'est de promouvoir l'expertise dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de la bonne gouvernance etc.

C'est quoi l'expertise ?

C'est une recherche qu'on mène en vue de trouver des solutions aux problèmes qui se posent aux ONG et organisations socioprofessionnelles.

Pourquoi cette motivation des originaires du Mandoul et du Moyen Chari ?

Nous avons beaucoup d'ONG implantées dans ces deux régions mais qui n'évoluent pas comme il se doit faute d'expertise. C'est ainsi que nous avons décidé de faire en sorte que toutes les actions de développement soient accompagnées de l'expertise. Ceci pour nous permettre de mieux mener nos actions et de corriger de temps en temps nos erreurs.

Quelles sont, d'une manière plus précise, les domaines d'action de l'Exad ?

L'Exad organise des activités tels que les ateliers, colloques, séminaires pour permettre aux gens d'échanger leurs connaissances. On mène des activités de recherche en agronomie et en environnement. Nous faisons aussi l'appui à l'identification des projets et au suivi évaluation. Nous réglons les conflits à l'intérieur des organisations.

Et les zones d'activités...

Pour le moment, les activités de l'Exad se limitent au Moyen Chari et au Mandoul.

Quels sont vos partenaires ?

Le partenaire principal de l'Exad est *Pain pour le monde* à travers le DED. Nous n'avons pas d'autres partenaires. Cela fait que nous comptons beaucoup plus sur la mobilisation des membres fondateurs de l'Exad.

Combien sont-ils les membres fondateurs ?

Nous sommes huit. Tous originaires du grand Moyen Chari et avec des spécialités différentes dont les juristes, agronomes, environnementalistes, vétérinaires, ingénieurs etc.

Quelles sont les ambitions de l'Exad ?

Devenir un partenaire important pour les ONG dans le domaine de l'expertise et répondre aux questions qui se posent aux organismes de développement implantés dans l'ex Moyen Chari. Développer un partenariat international. Créer un journal « Grenier vert » afin d'informer la base. L'Exad veut rapidement grandir et poser le jalon d'un véritable développement durable.

Politique

Dépassement à Moïssala

Dans une motion de protestation remise à notre rédaction le 3 avril 2006, la société civile composée de l'Association tchadienne pour la défense des droits de l'homme (ATPDH), la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), des associations de développement et du comité des sages de Moïssala, demande la relève collective et immédiate des personnels des deux brigades de gendarmerie et leur commandant de compagnie. Ceci avant les élections présidentielles du 3 mai prochain. La société civile demande en outre l'affectation de nouveaux gendarmes formés et bien éduqués.

C'est un dépassement car, selon la motion, depuis plus de deux ans la population de Moïssala vit quotidiennement une situation d'humiliation et de frustration causée par cette brigade. Les détentions arbitraires, les amendes injustes et exorbitantes, les tortures physiques, les rackets du matériel de production (charrue, charrette et bœufs) des paysans sont le lot quotidien des citoyens. Bref, les gendarmes se comportent comme en territoire conquis. C'est la résurrection de la défunte DDS. Pour la vérification des faits, la motion demande une enquête parlementaire. Cette motion de protestation est adressée au président de la République par l'entremise du ministre chargé des droits de l'Homme.

« Combattons la violence en milieu scolaire comme l'on combat la polio »

Dans le Moyen Chari et le Mandoul, la peur et la méfiance font partie du quotidien des enseignants des établissements primaires, secondaires et supérieurs. Certains élèves et étudiants n'hésitent pas à les gifler, boxer, poignarder et proférer des menaces verbales à leur égard. Quel virus a pénétré ce milieu ? Réponse de Sou Bogmal Djimet, secrétaire général de la section SET du Barh-Kôh.

Par Allako-as Mandibaye

Le virus de la violence semble gagner les établissements scolaires de la région à telle enseigne que vous en avez ras-le-bol. Quelle est l'origine de ce virus ?

Puisque vous êtes de la presse écrite, je voudrais vous remercier de cette occasion que vous m'offrez pour m'exprimer largement sur ce problème. Avant d'aller à ce point, je crois que le premier établissement scolaire colonial est créé au Kanem en 1911. Donc, l'école a commencé d'abord par le Nord. Ensuite, en 1913, le premier établissement primaire est créé à Fort Archambault, actuel Sarh. Et comme tel, la population de Fort Archambault a eu à prendre à bras le corps cette école. Les gens sont allés massivement à l'école. Nous étions très dociles à tel point que l'administration coloniale en était très fière. 1925, 1945, 1948 les Eglises sont arrivées et l'on nous prêchait de bonnes paroles qui enseignaient qu'il faut être tolérants, aimer son prochain comme soi-même. Même avant cela, la culture animiste des peuples du Sud n'encourageait pas la violence. Donc, malgré les attaques pour la défense de certains intérêts, les gens étaient pacifiques. Le respect des droits d'aînesse existant déjà chez nous, a fait que le maître, second père était vraiment respecté par les apprenants. On n'a jamais entendu parlé de ce virus là.

Aujourd'hui, la ville de Sarh est devenue cosmopolite et il y a ce qu'on appelle la politique. Après les deux premiers présidents sudistes (Ndirl: François Tombalbaye et Félix Maloum), il y a eu la politique de revanche. Lorsque nos frères du Nord sont arrivés, ils disaient : vous avez assez longtemps géré le pays, maintenant c'est notre tour. Donc, à partir de 1979 jusqu'aujourd'hui, les enfants sont dangereux parce qu'ils ont vécu des événements douloureux qui sont de nature à ne pas tolérer son frère. Ce sont ces élèves-là qui sont dans nos établissements. Entre les enfants Sudistes et Nordistes, il y a de l'antipathie. Le Nord croit avoir une supériorité sur le Sud.

L'origine de ce virus est la politique. Nous sommes en train de subir les conséquences de la mauvaise politique parce qu'aujourd'hui, l'on parle du Nord et du Sud en terme politique et non géographique comme autrefois.



Peut-on l'éradiquer de ce milieu ?

Oui, il peut être éradiqué. Rien n'est impossible s'il y a la volonté politique du gouvernement, des administrateurs, des responsables scolaires et même religieux.

Le christianisme parle de l'amour et de l'obéissance des enfants à leurs pères. « Honore ton père et ta mère c'est le premier commandement avec une promesse » dit la Bible. Je ne lis pas le Coran mais

je crois qu'il dit la même chose. Aucune religion ne permet à l'enfant de battre son père ou celui qui l'instruit. Donc, j'ai la ferme conviction que si toutes les couches citées plus haut ont de la bonne volonté, nous pourrions éradiquer ce virus afin que le Moyen Chari soit un modèle pour les autres régions. Mais si l'on garde ce laxisme et cette léthargie, le virus continuera à gangrener nos établissements. Combattons ce phénomène comme l'on combat la polio myélite.

Est-ce que certains administrateurs des établissements ne sont-ils pas responsables de cette gangrène ?

Oui, on peut dire certains et je suis d'accord avec vous sur ce terme. Prenons un exemple plus édifiant de certains élèves exclus d'une école et repris dans une autre. Il ne sert à rien qu'un chef d'établissement accepte de recruter un élève qui a été impossible dans une autre école. Dans ce cas là on peut accuser nos collègues enseignants de certains établissements. Mais ce qui se passe maintenant est une imitation encouragée par l'impunité. C'est l'impunité M. le journaliste! Même au haut sommet de l'Etat, la valeur de la vie humaine n'est pas connue. Sous d'autres cieux, lorsqu'il y a un meurtre, l'auteur est pourchassé, poursuivi. On lance un mandat d'arrêt national ou international. Chez nous, les autorités compétentes ne disent rien sauf : « on fera ceci, on fera cela ». Elles parlent dans un futur politique et non celui qu'on emploie à l'école. Un futur sans réalisation.

A qui imputez-vous la responsabilité ?

La première responsabilité revient à nous les enseignants. L'enseignement est une amitié certes, mais l'enseignant ne doit pas s'asseoir avec son élève dans un bar pour boire de la bière. Il ne doit pas se promener avec son élève et lui demander

C'est une fausse amitié qui ne doit pas exister. L'élève doit, de loin sentir que l'enseignant est son père, son éducateur qui lui reproche ses fautes. L'enseignant ne doit pas vendre les notes à l'élève. Ce faisant, il n'est plus crédible devant l'élève. Le premier tort nous revient.

Les parents sont aussi responsables parce qu'ils éduquent mal leurs enfants. Ils font comprendre à ces derniers que leur tribu est supérieure à telle autre.

Les autorités sont également responsables parce qu'elles sont sensées protéger les enseignants.

Et la plus grande responsabilité incombe au gouvernement qui ne dit rien. Il ne prend pas de mesures conséquentes. Cependant, même si tout le monde est responsable, un élève qui bat, tue son éducateur, cela dépasse l'entendement. Et je dirai que les enfants subissent une malédiction.

La genèse du virus

Les mois de février et mars ont été particulièrement marqués par la violence accrue dans les milieux scolaires. Le 3 février, un étudiant de l'Institut agronomique de Sarh a battu son enseignant. Le 4 février, un autre étudiant a assassiné à coup de couteau un enseignant (feu Ngardetta Moyangar). Début mars, deux élèves ont menacé verbalement l'un des administrateurs du Lycée Ahmet Mangué en ces termes : « ce n'est pas pour rien qu'on vous tue ». Deuxième quinzaine de mars, le censeur du lycée collège Humanité a reçu des coups de poings de l'un de ses élèves. Un élève du lycée Cheik Amdan a proféré des menaces verbales à un enseignant qui surveillait un devoir. Vers la fin mars, un élève du lycée Amdan a giflé un éducateur sportif qui arbitrait un match de football opposant deux établissements secondaires. A la fin de ce match, quelques élèves du même lycée ont proféré des invectives à l'égard des encadreurs sportifs présents sur les lieux. Invectives qui avaient irrité l'un d'eux qui a porté la main sur un élève qui serait blessé. A Koumra dans le Mandoul, un élève a jeté du piment dans les yeux de son condisciple et certains ont déclaré aux enseignants : « rappelez-vous ce qui est arrivé à votre collègue de l'Institut agronomique de Sarh ».

Culture

Consultant spécialiste des projets, écrivain (auteur de la *République à vendre*) Tedambé Isaac, a écrit ce poème pendant qu'il séjournait à Sarh pour l'audit financier du Réseau d'action, de partage et de solidarité. Un poème qui colle bien à la réalité de la région.

Hymne aux enfants du Moyen Chari

Fille et fils du Moyen Chari,
Toi qui, dans la colonne Leclerc, délivras Paris,
Lève-toi donc et marche.
Nourri de la sève d'un épineux âge, Lève-toi et marche !

Malgré la persistance des bruits de bottes,
Comme un soldat, marche la tête haute, En arrière jamais un pas,
Jamais de trêve avant le trépas,
Marche sans béquilles,
Et roule comme une bille.

Tes terres sont fertiles,
Ton climat des plus doux.
Devant des bouviers, ne t'incline pas du tout.
Lève la tête et oublie ta prudence futile
Marche la poitrine bombée,
Aux pas bien cadencés.

Pourquoi te permets-tu
De te sacrifier pour les autres
Et pas pour toi-même ?
Pourquoi serais-tu
Une chamelle pour les autres,
Et pas pour toi-même ?

En tout état de cause, je te dédie ces vers
Homme de charité à l'envers
Pour que tu saches, une fois pour toutes
Que nous sommes unis comme une goutte
Sans nous tous, sans précisément toi,
L'Afrique se fera ou ne se fera pas.
Tedambé Isaac

Chrétiens ! Tous pour la salubrité

Le 18 février 2005, environ 300 chrétiens ont assaini le grand marché de Sarh. Pourquoi les chrétiens pour une action souvent réservée aux comités d'assainissement de la mairie ?

Par Demkeri Calvin

Ludovic Marin, le chef de file donne les raisons de cette action de nettoyage par un passage biblique : « Chaque soldat aura un outil dans son équipement et, lorsqu'il se retirera à l'écart, il s'en servira pour creuser le sol, puis pour recouvrir ses excréments. Votre camp doit être un endroit saint, car le Seigneur votre Dieu le parcourt pour vous protéger et donner la victoire sur vos ennemis.



S'il y découvrait quelque chose de répugnant, il ne resterait pas auprès de vous » (Deutéronome 23 : 14-15). Au fait, constatant que notre environnement est très sale, les chrétiens issus de 13 Eglises se sont constitués en une association dénommée : *Association Sarh Ville Verte* (ASVV) et dirigée par Ludovic Marin. Selon Ludovic, l'ASVV n'est pas née pour remplacer le comité d'assainissement de la mairie mais pour être son partenaire et l'aider à mieux assainir la ville. Et la philosophie de cette association n'est pas de faire de belles journées de salubrité mais d'organiser des collectes régulières et efficaces des immondices à travers la ville. Cela en réunissant les chrétiens sans distinction de confessions religieuses parce que tout chrétien, comme dit la Bible, est la lumière du monde. La salubrité de février a permis selon Ludovic, de nettoyer d'une manière générale le marché, lieu où beaucoup de gens viennent

acheter et qui est considéré comme un foyer d'infection aménageable. Et en particulier de bien nettoyer et désinfecter les tables de la boucherie qui ne sont pas nettoyées depuis des

années. Cependant, M. Ludovic regrette que les ordures dégagées ce jour soient déposées au quartier Paris-Sara non loin de l'Eglise de Dieu. Ce faisant, on a simplement déplacé ces ordures. Elles doivent normalement être jetées là où il n'y a pas d'habitants c'est à dire loin de la ville.

Qui est Ludovic Marin ?

C'est un français venu au Tchad en 2000. Il a travaillé dans un orphelinat à N'Djaména pendant deux ans avant de repartir en France. En 2005, Ludovic Marin revient au Tchad avec lieu de résidence à Sarh pour étudier la Bible. L'initiateur de la journée de salubrité du 18 février dernier et l'un des fondateurs de l'ASVV, Ludovic dit « loin d'apporter une méthode européenne à Sarh, je me suis engagé dans cette action pour faire ce que Dieu me demande de faire. J'ai simplement répondu à l'appel de Dieu ».

Bras de fer : ministre/enseignants

Le ministre de l'enseignement supérieur M. Oumar Idriss Al Faroukh, accompagné du Directeur général de l'Institut agronomique, a fait le déplacement à Sarh le 6 avril dernier. Il a tenu plusieurs rencontres avec les enseignants dudit institut et le Syndicat des enseignants du Barh-Kôh sur la situation conflictuelle entre les étudiants, enseignants et responsables de l'Institut. A titre de rappel, suite à l'assassinat de l'enseignant chercheur, feu Ngardetta le 4 février 2006, les enseignants exigent avant toute reprise des activités, le départ du Directeur général, du chargé des affaires académiques et du comptable de l'Institut, le versement de six mois de salaire et indemnités à la famille du défunt Ngardetta ; de baptiser l'Institut au nom du défunt, et de retrouver l'assassin entre autres. Mais, la rencontre avec le ministre n'a accouché rien de concret parmi toutes ces revendications. Même le point le plus culminant qui est celui du départ du Directeur général(DG) n'a pas trouvé de solution. Car, le ministre estime que ce DG est très compétent tant sur le plan national qu'international. Les enseignants acceptent toutefois de reprendre, pour finir la seconde session de l'année académique 2005-2006. Mais, ils n'entendent pas reprendre l'année académique 2006-2007 tant qu'il n'y a pas une nouvelle équipe à la tête de l'Institut.